



AMERIQUE/BOLIVIE - Selon la déclaration « Charité et Vérité » des Evêques, « l'instrumentalisation de la justice détruit la base démocratique de notre coexistence »

La Paz (Agence Fides) – La Conférence épiscopale bolivienne a publié hier, 17 septembre, la déclaration « Charité et Vérité » (Caridad y Verdad) au terme de la réunion du Conseil épiscopal permanent des Evêques boliviens. Ce document, dont une copie a été envoyée à l'Agence Fides, affronte trois thèmes importants pour la société bolivienne : le TIPNIS, le recensement 2012 et les Droits humains et la Justice.

A propos du premier thème, l'Eglise manifeste sa grande préoccupation dans la mesure où s'est établie une division entre les habitants à propos de la consultation officielle faite par le gouvernement après que nombre d'entre eux aient reçu des « cadeaux » pour provoquer un vote positif de leur part dans le cadre de la consultation. Cette situation nous amène à « demander au gouvernement de reprendre la voie d'un véritable dialogue, dans l'unité et sans divisions, en ayant soin de l'environnement pour les générations futures » peut-on lire dans le texte. En ce qui concerne le recensement 2012, l'Eglise invite tout un chacun à y participer de manière correcte en vue de la réussite de cet événement national. En considérant que le recensement doit refléter la réalité de la société, « il doit être un instrument qui prend en considération tous les aspects de la vie des personnes et de la société, y compris l'identité religieuse et socioculturelle. La dimension spirituelle et religieuse, partie fondamentale de la réalité bolivienne, ne peut donc pas être négligée, pas même dans un Etat laïc » est-il écrit dans la déclaration. S'agissant des Droits humains et de la Justice, le Conseil épiscopal réaffirme ce que la Conférence épiscopale elle-même a dénoncé en mars 2011. « Dans notre pays, de nombreuses personnes perdent la liberté et il existe un retard dans l'administration de la justice... ce qui crée un climat d'insécurité ». Cette situation s'est encore aggravée. Un exemple est l'instance faite par le gouvernement à trois moyens de communication. « Nous confirmons notre refus de cette mesure adoptée par le gouvernement et nous demandons à ce qu'il agisse conformément à l'actuelle loi sur la Presse » écrivent les Evêques.

La déclaration poursuit : « Nombre de personnes emprisonnées, exilées, réfugiées souffrent parce qu'il n'existe aucune garantie d'un procès équitable et du fait du retard existant dans l'administration de la justice. Il est urgent que l'exercice de la justice soit libre de liens de nature économique, sociale et politique, non pas en vue de l'impunité mais afin de garantir des procès équitables et d'établir la vérité des faits. Nous voudrions également suggérer, afin de créer un climat de paix dans le pays, de faire un geste de réconciliation, comme une grâce ou une amnistie pour ces frères. Continuer à instrumentaliser la justice détruit complètement la base démocratique de notre coexistence, qui a coûté des efforts à de nombreuses personnes et institutions. En outre, cela projette une image négative dans le monde en ce qui concerne la validité des droits et libertés fondamentales dans notre pays ». Le document porte la signature de S.Exc. Mgr Oscar Aparicio, Secrétaire général de la Conférence épiscopale. (CE) (Agence Fides 18/09/2012)

> LINKS

Document complet des Evêques (en espagnol): http://www.fides.org/spa/documents/Episcopado_boliviano17092012.doc: